

DÉCISION N° 2020-PDG-0055

Fonds canadien de protection des épargnants

(Décision d'acceptation à titre de fonds de garantie)

Vu l'article 168.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM ») en vertu duquel le courtier doit participer à un fonds de garantie dans les cas et selon les conditions déterminées par règlement;

Vu l'article 196 du *Règlement sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, r. 50 (le « RVM ») en vertu duquel le courtier en placement et, le cas échéant, le courtier sur le marché dispensé et le courtier d'exercice restreint, doivent participer à un fonds de garantie qui, de l'avis de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») est acceptable;

Vu l'article 11.3 du *Règlement sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01, r.1 (le « RID ») en vertu duquel le courtier en dérivés doit participer à un fonds de garantie qui, de l'avis de l'Autorité, est acceptable;

Vu la publication du Projet de modification du programme de surveillance du Fonds canadien de protection des épargnants (le « FCPE ») pour commentaires au Bulletin de l'Autorité du 25 avril 2019 [(2019) B.A.M.F. Vol. 16, n° 16, section 7.4] pour une période de 60 jours;

Vu l'absence de commentaires à la suite de cette publication;

Vu que le FCPE est un fonds de garantie parrainé par l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM »), organisme d'autoréglementation (un « OAR ») reconnu par l'Autorité en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu l'accord intervenu le 30 septembre 2008 entre le FCPE et l'OCRCVM qui fixe les modalités de la protection offerte par le FCPE aux clients des sociétés membres (l'« accord de secteur »);

Vu que l'accord de secteur prévoit que des OAR autres que l'OCRCVM peuvent y devenir parties (un « OAR participant »);

Vu que l'accord de secteur prévoit que tout OAR participant perçoit les cotisations de ses sociétés membres déterminées par le FCPE et les lui remet;

Vu qu'en tant que fonds de garantie, le FCPE exerce notamment les fonctions suivantes :

1. Offrir une protection de nature discrétionnaire jusqu'à concurrence des limites prescrites aux clients admissibles de sociétés membres des OAR participants qui subissent des pertes et dont les biens, y compris les titres et les espèces détenus par les sociétés membres, ne sont pas disponibles en raison de l'insolvabilité de ces sociétés;
2. Exercer des activités de gestion des risques pour atténuer les risques de perte dans le cadre de la couverture décrite au paragraphe 1;
3. Examiner l'activité et l'exploitation de toute société membre ou de tout groupe désigné de sociétés membres lorsque survient une situation à communiquer au sens attribué à cette expression à l'article 5.1 de l'accord de secteur;

Vu la décision n° 2008-PDG-0243 prononcée par l'Autorité le 30 septembre 2008 jugeant le FCPE en tant que fonds de garantie acceptable en vertu de l'article 168.1 de la LVM et de l'article 215 du RVM, lequel a été remplacé par l'article 196 du RVM (la « décision d'acceptation »);

Vu le Protocole d'entente relatif à la surveillance du Fonds canadien de protection des épargnants (le « protocole d'entente ») conclu entre les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») et le FCPE le 30 septembre 2008, lequel établit d'une part, les obligations du FCPE et, d'autre part, le programme de surveillance du FCPE élaboré par les ACVM;

Vu l'opportunité de réviser la décision d'acceptation et le programme de surveillance du FCPE prévu au protocole d'entente considérant le temps qui s'est écoulé depuis leur mise en œuvre;

Vu que les ACVM ont conclu entre elles un nouveau protocole d'entente sur la surveillance du FCPE prenant effet le 1^{er} janvier 2021 (le « nouveau protocole d'entente »);

Vu l'avis de résiliation du protocole d'entente des ACVM et du FCPE prévoyant que la date de la résiliation du protocole d'entente sera celle de la prise d'effet du nouveau protocole d'entente;

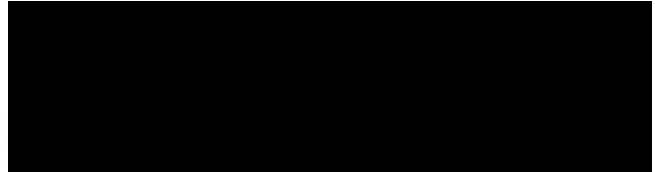
Vu l'analyse faite par la Direction principale de l'encadrement des structures de marché et la recommandation du surintendant des marchés de valeurs à l'effet que l'acceptation du FCPE en tant que fonds de garantie ne porte pas atteinte à l'intérêt public;

En conséquence, l'Autorité est d'avis que le FCPE est un fonds de garantie acceptable en vertu de l'article 196 du RVM et de l'article 11.3 du RID, aux conditions énoncées aux annexes A et B de la présente décision d'acceptation et des modalités applicables du nouveau protocole d'entente conclu entre les ACVM.

L'Autorité révoque la décision n° 2008-PDG-0243.

La présente décision prend effet le 1^{er} janvier 2021.

Fait le 30 septembre 2020.



Louis Morisset
Président-directeur général

Annexe A – Conditions

1 Pouvoirs et objet

Le FCPE dispose des pouvoirs et attributions nécessaires à l'exécution de son mandat.

2 Approbation des modifications

- a) L'approbation préalable de l'Autorité est requise pour toute modification de ce qui suit :
 - i) les principes de la garantie du FCPE;
 - ii) les règlements intérieurs du FCPE.
- b) L'approbation préalable de l'Autorité est requise pour toute modification importante de l'accord de secteur. Est considérée comme importante la modification qui a une incidence directe sur le mandat du FCPE.
- c) Lorsqu'il demande l'approbation des modifications visées aux paragraphes a et b ci-dessus, le FCPE respecte les processus de dépôt exposés à l'annexe B du protocole d'entente et ses modifications.

3 Gouvernance

- a) La composition du conseil d'administration du FCPE (le « conseil ») est déterminée d'une manière juste et raisonnable, représente équitablement les intérêts de toutes les sociétés membres et de leurs clients, et réalise un juste équilibre entre ces intérêts.
- b) Le conseil se compose d'un nombre égal d'administrateurs du secteur et d'administrateurs indépendants, au sens du Règlement n° 1 du FCPE, avec le président du conseil et le président et chef de la direction du FCPE.
- c) La structure de gouvernance du FCPE prévoit ce qui suit :
 - i) les personnes siégeant au conseil et à ses comités représentent équitablement et effectivement les intérêts des sociétés membres et de leurs clients;
 - ii) les comités, notamment le comité de direction, comportent un nombre adéquat d'administrateurs indépendants;

- iii)* les administrateurs, dirigeants et membres du personnel du FCPE font l'objet de dispositions appropriées en matière de qualification, de rémunération et de conflits d'intérêts, et jouissent d'une protection en matière de responsabilité et d'indemnisation;
- iv)* le comité d'audit est composé en majorité d'administrateurs indépendants.

4 Financement du FCPE

- a)* Le FCPE adopte une méthode équitable, transparente et raisonnable d'établissement des cotisations de chaque société membre (les « politiques concernant la cotisation »). Les cotisations respectent les conditions suivantes :
 - i)* elles sont réparties équitablement entre les sociétés membres et peuvent être fonction du risque auquel celles-ci exposent le fonds du FCPE (le « fonds »);
 - ii)* elles sont établies de façon à réaliser un juste équilibre entre la nécessité que le FCPE dispose de revenus suffisants pour acquitter les réclamations en cas d'insolvabilité d'une société membre et de ressources financières suffisantes pour financer son fonctionnement et l'objectif d'éviter la création d'obstacles financiers abusifs à l'adhésion à un OAR.
- b)* Le FCPE fait le nécessaire pour notifier les cotisations aux sociétés membres et les percevoir soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un OAR participant.
- c)* Le conseil détermine le niveau d'actif approprié du fonds, examine annuellement l'adéquation de ce niveau, du montant des cotisations et de la méthode d'établissement de celles-ci, et veille à ce que le niveau de l'actif demeure, selon lui, suffisant pour acquitter les réclamations éventuelles.
- d)* Les sommes déposées dans le fonds sont placées conformément aux politiques, lignes directrices ou autres textes (les « politiques de placement ») entérinés par le conseil, qui est tenu de surveiller régulièrement les placements. Les sommes et les titres sont détenus par un dépositaire compétent, c'est-à-dire une entité jugée apte à détenir des titres au nom d'une société membre, tant pour ce qui est des positions de titres en inventaire que des positions de clients, sans pénalité à l'égard du capital, conformément aux règlements intérieurs, règles ou règlements des OAR participants.

- e) Le FCPE met en œuvre un système comptable approprié, y compris des contrôles internes visant à préserver son actif.

5 Protection des clients

- a) Le FCPE établit et maintient des politiques et procédures (les « principes de la garantie ») prévoyant ce qui suit :
 - i) une garantie équitable, adéquate et de nature discrétionnaire pour tous les clients des sociétés membres qui subissent des pertes de biens, y compris de titres et de sommes monétaires, en raison de l'insolvabilité de ces sociétés, ainsi que des critères déterminant l'admissibilité des clients;
 - ii) des procédures justes et raisonnables d'évaluation des réclamations présentées au FCPE. Conformément à ces procédures, le FCPE évalue et règle ces réclamations dans les meilleurs délais;
 - iii) des politiques et procédures permettant au FCPE de communiquer adéquatement aux clients des sociétés membres, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un OAR participant, les modalités de la garantie, notamment la procédure de réclamation et le plafond par compte client.
- b) Une réclamation rejetée par le personnel du FCPE ou un comité désigné peut être réexaminée par un comité d'appel interne à la demande d'un client d'une société membre ou du personnel du FCPE. Les principes de la garantie prévoient des procédures justes et raisonnables de révision interne des réclamations à cette fin. Le comité d'appel comprend au moins un arbitre qui peut ou non être administrateur. Les principes de la garantie ou tout autre document énoncent les critères établis par le conseil pour sélectionner les membres du comité d'appel. Ces critères précisent notamment qu'aucun administrateur ayant participé à la décision initiale ne peut prendre part à son réexamen.
- c) Les principes de la garantie n'empêchent aucun client d'intenter une poursuite contre le FCPE devant un tribunal compétent au Canada. Le FCPE ne conteste pas la compétence du tribunal saisi par un demandeur qui a épuisé la procédure de révision interne des réclamations du FCPE.

6 Viabilité financière et opérationnelle

Le FCPE maintient des ressources financières et opérationnelles adéquates, notamment des ressources humaines ou des conseillers externes, pour pouvoir faire ce qui suit :

- a) exercer ses droits et s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente décision d'acceptation;
- b) examiner, conformément à l'accord de secteur, l'activité et l'exploitation de toute société membre ou de tout groupe désigné de sociétés membres lorsque survient une situation qui, selon lui, constitue une situation à communiquer, au sens de cet accord.

7 **Gestion des risques**

- a) Le FCPE se dote de politiques et de procédures, notamment une procédure de demande d'information aux OAR participants, afin de faire ce qui suit :
 - i) exécuter son mandat et gérer les risques pour son actif et le public;
 - ii) déterminer si ses normes prudentielles et son fonctionnement conviennent à la garantie offerte, compte tenu des risques auxquels il s'expose;
 - iii) détecter les sociétés membres qui éprouvent des difficultés financières et prendre des mesures à leur égard.
- b) Le FCPE peut se fier à l'OCRCVM pour examiner les sociétés membres pour ses propres fins, mais il se réserve le droit de s'en charger s'il a des préoccupations au sujet de l'intégrité du fonds ou de possibles réclamations.

8 **Accord entre le FCPE et l'OCRCVM**

Le FCPE se conforme à l'accord de secteur conclu avec l'OCRCVM et tout OAR participant.

9 **Soutien des OAR participants**

Le FCPE soutient tout OAR participant de la manière qu'il juge appropriée lorsqu'une société membre éprouve ou est en voie d'éprouver des difficultés financières.

10 **Collecte des renseignements**

Sous réserve de la législation applicable, le FCPE ne collecte, n'utilise et ne communique de renseignements personnels que dans la mesure raisonnablement nécessaire à l'exécution de son mandat.

11 **Échange d'information et coopération**

- a) Le FCPC remet à l'Autorité tout rapport, document ou renseignement qu'elle ou son personnel peut demander.
- b) Le FCPE a en place des mécanismes lui permettant d'échanger de l'information et de coopérer par ailleurs avec l'Autorité.

12 **Obligations d'information continue**

Le FCPE se conforme aux obligations d'information prévues à l'annexe B de la présente décision d'acceptation.

13 **Exigences pour le Québec**

- a) Le FCPE publie simultanément en français et en anglais tout rapport, document ou renseignement destiné au public.
- b) Dans le cadre de la communication d'information à l'Autorité prévue à l'annexe B de la présente décision d'acceptation, le FCPE communique cette information simultanément en français et en anglais s'il s'agit d'un rapport, document ou renseignement visé au paragraphe a.

Annexe B – Obligations d'information

1 Préavis

- a) Le FCPE donne à l'Autorité un préavis écrit d'au moins douze mois de toute opération qui aurait pour lui l'une des conséquences suivantes :
 - i) la cessation de ses services;
 - ii) l'abandon, l'interruption ou la liquidation de la totalité ou d'une partie importante de ses activités;
 - iii) l'aliénation de la totalité ou de la quasi-totalité de ses actifs.
- b) Dans les situations où il ne juge pas que le préavis visé au paragraphe a soit raisonnable, le FCPE en avise l'Autorité le plus tôt possible selon les circonstances en expliquant ses motifs.
- c) Le FCPE donne à l'Autorité un préavis écrit d'au moins 60 jours de toute modification de ce qui suit :
 - i) ses politiques de placement;
 - ii) ses politiques concernant la cotisation.
- d) Le FCPE donne à l'Autorité un préavis écrit d'au moins 60 jours de toute modification importante au mandat de son conseil et des comités de celui-ci.

2 Notification immédiate

- a) Le FCPE notifie immédiatement à l'Autorité toute situation à communiquer, au sens de l'accord de secteur, dont il a été avisé au sujet d'une société membre.
- b) Le FCPE notifie immédiatement à l'Autorité tout retrait ou toute expulsion d'un OAR participant du FCPE en en indiquant les motifs.

- c) Le FCPE notifie immédiatement à l'Autorité tout changement important défavorable réel ou potentiel de son actif de même que les mesures qu'il entend prendre pour corriger la situation.

3 **Notification rapide**

- a) Le FCPE notifie rapidement à l'Autorité les situations suivantes en décrivant, dans chaque cas, les circonstances les ayant entraînées ainsi que les mesures qu'il propose pour en assurer la résolution, et, s'il y a lieu, fait le point en temps opportun sur leur évolution :
 - i) les situations qui devraient raisonnablement susciter des préoccupations quant à sa viabilité financière, notamment l'incapacité à faire face aux dépenses prévues pour le prochain trimestre ou exercice;
 - ii) la notification par l'une des autorités ou la constatation du FCPE qu'il contrevient ou contreviendra à une ou à plusieurs conditions de son approbation ou de son acceptation dans un territoire, ou aux présentes obligations d'information;
 - iii) toute atteinte aux mesures de sécurité ayant trait à des renseignements dont il a la gestion s'il est raisonnable de croire, dans les circonstances, que l'atteinte présente un risque réel de préjudice grave à son endroit ou à celui d'investisseurs, d'émetteurs, de personnes inscrites, d'autres participants au marché, de l'OAR participant ou des marchés des capitaux en général.
- b) Le FCPE établit et présente à l'Autorité un rapport exposant toute mesure qu'il a prise à l'égard d'une société membre. Il y décrit les circonstances de l'insolvabilité de celle-ci, notamment les mesures prises par elle, l'OAR participant, le FCPE et tout comité ou toute personne agissant en leur nom.

4 **Communication semestrielle d'information**

Le FCPE dépose chaque semestre auprès de l'Autorité un rapport écrit sur ses activités rapidement après son examen ou approbation par le conseil, les comités du conseil ou la haute direction, selon le cas, et contenant au moins l'information et les documents suivants :

- a) un résumé des projets en cours, des changements de politiques ainsi que des enjeux principaux ou nouveaux survenus dans le semestre précédent;
- b) une description de tout changement dans la composition du conseil, qui indique notamment le nom des nouveaux administrateurs, la durée de leur mandat et le nom des administrateurs sortants, et précise si les nouveaux administrateurs sont des administrateurs indépendants au sens de son Règlement n° 1;
- c) les suggestions ou commentaires qu'il a faits aux OAR participants à propos de leur mise en œuvre de nouvelles règles ou de leur modification des règles en vigueur, ainsi que leur réponse à ces suggestions;
- d) une description des directives qu'il a données aux OAR participants en vue de prendre des mesures à l'égard de sociétés membres qui éprouvent des difficultés financières selon l'accord de secteur, en indiquant s'il est satisfait de la réponse obtenue d'eux;
- e) des statistiques sommaires sur *i)* le fonds, *ii)* les cotisations et *iii)* les tendances notées;
- f) l'adéquation *i)* du niveau de l'actif du fonds, *ii)* du montant des cotisations et *iii)* de la méthode d'établissement de celles-ci;
- g) les circonstances de toute insolvabilité des sociétés membres et les réclamations des clients qui en découlent, y compris les mesures prises par la société membre, l'OAR participant et le FCPE;
- h) les questions de gestion des risques qui ont été relevées, notamment la façon dont il a évalué les risques et les solutions qu'il y a apporté;
- i) la portée et les conclusions de tout examen de sociétés membres effectué conformément à l'accord de secteur;
- j) son effectif, par fonction, et des précisions sur toute réduction ou tout changement importants de celui-ci, par fonction, durant le semestre précédent;

- k) toute modification importante prévue des ententes avec les tiers fournisseurs de services relativement aux principaux services ou systèmes.

5 **Communication annuelle d'information**

Le FCPE dépose chaque année auprès de l'Autorité un rapport écrit sur ses activités rapidement après son examen ou approbation par le conseil, les comités du conseil ou la haute direction, selon le cas, et contenant au moins l'information et les documents suivants :

- a) l'examen annuel par le conseil de l'adéquation *i)* du niveau de l'actif du fonds, *ii)* du montant des cotisations et *iii)* de la méthode d'établissement de celles-ci;
- b) l'évaluation par le conseil des besoins en outils additionnels de gestion des risques;
- c) une évaluation en fonction de son plan stratégique par le conseil;
- d) l'attestation, par son président ou tout autre dirigeant, qu'il respecte les conditions de la présente décision d'acceptation qui lui sont applicables.

6 **Information financière**

- a) Le FCPE dépose auprès de l'Autorité des états financiers non audités et les notes y afférentes dans les 60 jours suivant la clôture de chaque semestre.
- b) Le FCPE dépose auprès de l'Autorité des états financiers annuels audités accompagnés du rapport de l'auditeur indépendant dans les 90 jours suivant la clôture de chaque exercice.

7 **Autre information**

- a) Le FCPE fournit à l'Autorité au moment opportun l'information et les documents suivants après leur examen ou approbation par le conseil, les comités du conseil ou la haute direction, selon le cas :

- i)* le budget financier de l'exercice en cours, ainsi que les hypothèses sous-jacentes, qui ont été approuvés par le conseil;
 - ii)* les rapports de gestion du risque d'entreprise et tout changement important de la méthodologie de gestion des risques suivie;
 - iii)* son plan stratégique;
 - iv)* son rapport annuel.
- b)* Le FCPE donne à l'Autorité un préavis raisonnable de son intention de publier ou de communiquer au public ou à toute catégorie de sociétés membres tout document qui, à son avis, pourrait avoir une incidence importante sur sa capacité à s'acquitter de son mandat.

IN THE MATTER OF THE SECURITIES ACT, R.S.O 1990, CHAPTER S.5, AS AMENDED (the "Act") AND IN THE MATTER OF REGULATION 1015 MADE UNDER THE ACT , R.R.O. 1990, AS AMENDED (the "Regulation") AND IN THE MATTER OF THE COMMODITY FUTURES ACT, R.S.O. 1990, CHAPTER C.20, AS AMENDED (the "CFA") AND IN THE MATTER OF REGULATION 90 MADE UNDER THE CFA, R.R.O. 1990, AS AMENDED (the "CFA Regulation") AND IN THE MATTER OF THE CANADIAN INVESTOR PROTECTION FUND (the "CIPF")

VARIATION AND RESTATEMENT OF APPROVAL ORDER (Section 144 of the Act and Subsection 78(1) of the CFA)

WHEREAS the Commission issued an order on October 17, 2002, as amended on September 26, 2008, approving the CIPF pursuant to section 110(1) of the Regulation and to section 23 of the CFA Regulation (Previous Order); AND

WHEREAS the Commission has determined that it is not prejudicial to the public interest to issue an order that varies and restates the Previous Order to amend Schedule A and add a new Schedule B to modify the terms and conditions of the CIPF's approval;

IT IS ORDERED pursuant to section 144 of the Act and subsection 78(1) of the CFA that the Previous Order be varied and restated as follows:

IN THE MATTER OF THE SECURITIES ACT, R.S.O. 1990, CHAPTER S.5, AS AMENDED (the "Act") AND IN THE MATTER OF REGULATION 1015 MADE UNDER THE ACT, R.R.O. 1990, AS AMENDED (the "Regulation") AND IN THE MATTER OF THE COMMODITY FUTURES ACT, R.S.O. 1990, CHAPTER C.20, AS AMENDED (the "CFA") AND IN THE MATTER OF REGULATION 90 MADE UNDER THE CFA, R.R.O. 1990, AS AMENDED (the "CFA Regulation") AND IN THE MATTER OF THE CANADIAN INVESTOR PROTECTION FUND

APPROVAL ORDER (Section 110 of the Regulation and Section 23 of the CFA Regulation)

Pursuant to Section 110(1) of the Regulation, every dealer, other than a security issuer, shall participate in a compensation fund or contingency trust fund approved by the Commission and established by an organization referred to in Section 21 of the Act or a trust corporation registered under the Loan and Trust Corporations Act;

Pursuant to Section 23 of the CFA Regulation, every registered futures commission merchant (FCM) shall participate in either a compensation fund that a self-regulatory organization under Section 16 of the CFA or a commodity futures exchange registered under Section 15 of the CFA participates in or established, or a contingency trust fund established by a trust corporation registered under the Loan and Trust Corporations Act;

The Canadian Investor Protection Fund (CIPF) is approved as a compensation fund under Section 110 of the Regulation and under Section 23 of the CFA Regulation;

The CIPF was originally established by its sponsoring self-regulatory organizations (SROs); currently, the Investment Industry Regulatory Organization of Canada (IIROC) (formerly the Investment Dealers Association of Canada (IDA)) is the CIPF's only sponsoring SRO that carries on member regulation activities in respect of dealers and FCMs that participate in the CIPF;

The Commission has recognized IIROC as an SRO under Section 21.1 of the Act and under Section 15 of the CFA;

The CIPF, the IDA, The Toronto Stock Exchange Inc., TSX Venture Exchange Inc. and Bourse de Montréal Inc. entered into an agreement dated December 14, 2001 (Original Industry Agreement), pursuant to which the CIPF, among other things, provides certain financial compliance oversight of these SROs and financial examination of members of these SROs;

IIROC became a party to the Original Industry Agreement as of June 1, 2008;

The parties to the Original Industry Agreement terminated and replaced the agreement with an agreement between the CIPF and IIROC as the sole SRO (Industry Agreement) that reflected the realignment of their respective regulatory roles and responsibilities, including the elimination of the CIPF's SRO oversight role and member examination functions;

The Industry Agreement contemplates that other SROs may become parties to the Industry Agreement (together with IIROC, Participating SROs);

Pursuant to the Industry Agreement, the Participating SROs must levy assessments on their members (Member Firms) and the Participating SROs must pay to the CIPF the amount of these assessments;

The CIPF previously entered into a Memorandum of Understanding (the Previous MOU) with all of the members of the Canadian Securities Administrators (CSA). All of the members of the CSA have withdrawn from the Previous MOU and have concluded, amongst themselves, a new Memorandum of Understanding (MOU) regarding their oversight of the CIPF;

The CIPF provides protection on a discretionary basis to prescribed limits to eligible customers (Customers) of Participating SRO Member Firms suffering losses if Customer property comprising securities, cash and other property held by such Member Firms is unavailable as a result of the insolvency of the Member Firm and, in connection with such coverage, will engage in risk management activities to minimize the likelihood of such losses (CIPF Mandate);

Based on the application of the CIPF and the representations and undertakings the CIPF has made to the Commission, the Commission is satisfied that the continued approval of the CIPF would not be prejudicial to the public interest;

The Commission grants and continues the approval of the CIPF as a compensation fund pursuant to Section 110 of the Regulation and Section 23 of the CFA Regulation (Approval Order), subject to the terms and conditions set out in Schedule A and the applicable provisions of the MOU between the CIPF's regulators (Regulators), as amended from time to time:

Dated October 17, 2002, as amended on September 26, 2008 and on August 27, 2019 to be effective on January 1, 2021.

"Raymond Kindiak"

"Tim Moseley"

Schedule A -- Terms and Conditions

1 Authority and Purpose

The CIPF has, and must continue to have, the appropriate authority and capacity to carry out the CIPF Mandate.

2 Approval of Amendments

- (a) Prior Commission approval is required for any amendment to the following:
 - (i) the CIPF's Coverage Policies; or
 - (ii) the CIPF's by-laws.
- (b) Prior Commission approval is required for any material change to the Industry Agreement. A material change is one that directly affects the CIPF Mandate.
- (c) When seeking approval of amendments pursuant to (a) and (b) above, the CIPF must comply with the processes for filing outlined in Schedule B of the MOU, as amended from time to time.

3 Corporate Governance

- (a) The board of directors for the CIPF (Board) must be selected in a fair and reasonable manner and must fairly represent the interests of all Member Firms and their Customers and properly balance the interests of Member Firms and their Customers.
- (b) The Board must be composed of an equal number of Industry Directors and Public Directors, as defined in the CIPF's By-law Number 1, together with the Chair and the President and Chief Executive Officer of the CIPF.
- (c) The CIPF's governance structure must provide for:

- (i) fair and meaningful representation on the Board and any committees of the Board, having regard to the differing interests between Member Firms and their Customers;
- (ii) appropriate representation of Public Directors on the CIPF committees and on any executive committee or similar body;
- (iii) appropriate qualification, remuneration and conflict of interest provisions, and limitation of liability and indemnification protections for directors, officers and employees of the CIPF generally; and
- (iv) an audit committee, the majority of which must be made of Public Directors.

4 Funding and Maintenance of the CIPF

- (a) The CIPF must institute a fair, transparent, and reasonable method of establishing assessments for each Member Firm's contribution (Assessment Policies). The assessments must:
 - (i) be allocated on an equitable basis among Member Firms and may be based on the amount of risk a Member Firm exposes the CIPF fund (Fund) to; and
 - (ii) balance the need for the CIPF to have sufficient revenues to satisfy claims in the event of an insolvency of a Member Firm and to have sufficient financial resources to satisfy its operations costs against the goal that there be no unreasonable financial barriers to becoming a member of an SRO.
- (b) The CIPF must make all necessary arrangements for the notification to Member Firms of the CIPF assessments and the collection of such assessments, either directly or indirectly through a Participating SRO.

- (c) The Board must determine the appropriate level of assets for the Fund. The Board will conduct an annual review of the adequacy of the level of assets, assessment amounts, and assessment methodology and will ensure that the level of assets of the Fund remains, in its opinion, adequate to cover potential claims.
- (d) Moneys in the Fund must be invested in accordance with policies, guidelines or other instruments (Investment Policies) approved by the Board, who will be responsible for regular monitoring of the investments. All moneys and securities must be held by a qualified custodian, which are those entities considered suitable to hold securities on behalf of a Member Firm, for both inventory and client positions, without capital penalty, pursuant to the bylaws, rules or regulations of the Participating SROs.
- (e) The CIPF must implement an appropriate accounting system, including a system of internal controls for maintaining CIPF assets.

5 Customer Protection

- (a) The CIPF must establish and maintain policies and procedures (Coverage Policies) which:
 - (i) provide for fair and adequate coverage, on a discretionary basis, for all Customers of Member Firms, for losses of property comprising securities, cash, and other property held by Member Firms resulting from the insolvency of a Member Firm, including criteria for who is an eligible customer;
 - (ii) include fair and reasonable procedures for assessing claims made to the CIPF. The CIPF will respond as quickly as practicable in assessing and paying claims made pursuant to those procedures; and
 - (iii) allow the CIPF to adequately disclose to Customers of Member Firms, either directly or indirectly through a Participating SRO, the principles and policies on which coverage will be available,

including, but not limited to, the process for making a claim and the maximum coverage available per Customer account.

- (b) In a case where a claim is not accepted for payment by CIPF staff or by an appointed committee, the claim may be reconsidered by an internal appeal committee if such a review is requested by a Customer of a Member Firm or by CIPF staff. The CIPF must establish within its Coverage Policies fair and reasonable internal claim review procedures for this purpose. An appeal committee will be comprised of one or more adjudicators who may or may not be directors. The Coverage Policies or other documentation must include criteria established by the Board for the selection of appeal committee members, including criteria that no director involved in the initial decision will be involved in reconsidering that decision.
- (c) The Coverage Policies must not prevent a Customer from taking legal action against the CIPF in a court of competent jurisdiction in Canada. The CIPF must not contest the jurisdiction of such a court to consider a claim where the claimant has exhausted the CIPF's internal appeals or review process.

6 Financial and Operational Viability

The CIPF must maintain adequate financial and operational resources, including adequate staff resources or external professional advisers, to permit the CIPF to:

- (a) exercise its rights and perform its duties under this Approval Order; and
- (b) review, in accordance with the Industry Agreement, the business and operations of any Member Firm, or designated groups of Member Firms, where a situation has occurred that in the opinion of the CIPF constitutes a Reportable Condition, as defined in the Industry Agreement.

7 Risk Management

- (a) The CIPF must ensure that it has policies and procedures, including a process to identify and request all necessary information from a Participating SRO, in order for the CIPF to:
 - (i) fulfill the CIPF Mandate and manage risks to the public and to CIPF assets;
 - (ii) assess whether the prudential standards and operations of the CIPF are appropriate for the coverage provided and the risk incurred by the CIPF; and
 - (iii) identify and deal with Member Firms that may be in financial difficulty.
- (b) While the CIPF may rely on IIROC to conduct reviews of Member Firms for CIPF purposes, the CIPF must reserve the right to conduct reviews of Member Firms in particular situations where the CIPF has concerns about the integrity of the Fund or possible claims.

8 Agreement between the CIPF and IIROC

The CIPF must comply with the Industry Agreement signed with IIROC and any Participating SRO.

9 Assistance to Participating SRO

The CIPF must assist a Participating SRO when a Member Firm is in or is approaching financial difficulty. Such assistance will be provided in any way the CIPF determines to be appropriate.

10 Collection of Information

The CIPF must, subject to applicable legislation, collect, use and disclose personal information only to the extent reasonably necessary to carry out the CIPF Mandate.

11 Information Sharing and Regulatory Cooperation

- (a) The CIPF must provide the Commission with reports, documents and information as the Commission or its staff may from time to time request.
- (b) The CIPF shall have mechanisms in place to enable it to share information and otherwise co-operate with the Commission.

12 Ongoing Reporting Requirements

The CIPF must comply with the reporting requirements set out in Schedule B of this Approval Order, as amended from time to time by the Commission or its staff.

Schedule B -- Reporting Requirements

1 Prior Notification

- (a) The CIPF will provide the Commission with at least 12 months' written notice prior to completing any transaction that would result in the CIPF:
 - (i) ceasing to perform its services;
 - (ii) discontinuing, suspending or winding-up all or a significant portion of its operations; or
 - (iii) disposing of all or substantially all of its assets.
- (b) In situations where, in the opinion of the CIPF, the notice period in subsection (a) is considered unreasonable, the CIPF will inform the Commission with as much advance notice as possible in the circumstances. Such notice will include an explanation of why the notice period in subsection (a) is considered unreasonable.
- (c) The CIPF will provide the Commission with at least 60 days' prior written notice before implementing any change to the following:
 - (i) the CIPF's Investment Policies; or
 - (ii) the CIPF's Assessment Policies.
- (d) The CIPF will provide the Commission with at least 60 days' prior written notice before implementing any material change to the CIPF Board's mandate and the Board committees' mandates.

2 Immediate Notification

- (a) The CIPF will immediately report to the Commission any Reportable Conditions, as defined in the Industry Agreement, with respect to a Member Firm of which the CIPF has been notified.
- (b) The CIPF will immediately report to the Commission where a Participating SRO has withdrawn or has been expelled from participation in the CIPF.

The CIPF will include in its report the reasons for the SRO's withdrawal or expulsion.

- (c) The CIPF will immediately report to the Commission any actual or potential material adverse change in the level of the CIPF's assets, together with the CIPF's plan to deal with the situation.

3 Prompt Notification

- (a) The CIPF will provide the Commission with prompt notice of the following occurrences, and in each case describe the circumstances that gave rise to the occurrence, and the CIPF's proposed response to ensure resolution, and, if appropriate, provide timely updates:
 - (i) situations that would reasonably be expected to raise concerns about the CIPF's financial viability, including but not limited to, an inability to meet its expected expenses for the next quarter or the next year;
 - (ii) any determination by the CIPF or notification from any Regulator that the CIPF is not, or will not be, in compliance with one or more of the terms and conditions of its approval or acceptance in any jurisdiction or with these reporting requirements; and
 - (iii) any breach of security safeguards involving information under the CIPF's control if it is reasonable in the circumstances to believe that the breach creates a real risk of material harm to investors, issuers, registrants, other market participants, the CIPF, the Participating SRO, or the capital markets generally.
- (b) The CIPF will prepare and provide to the Commission a report detailing any action taken by the CIPF with respect to a Member Firm. For Member Firm insolvencies, the report will describe the circumstances of the insolvency, including a summary of the actions taken by the Member Firm, the Participating SRO and the CIPF and any committee or person acting on behalf of such parties.

4 Semi-Annual Reporting

The CIPF will file on a semi-annual basis with the Commission a written report pertaining to the CIPF's operations promptly after the report is reviewed or

approved by the Board, Board committees, or senior management, as the case may be, containing at a minimum the following information and documents:

- (a) A summary of ongoing initiatives, policy changes, and emerging or key issues that arose in the previous 6 months.
- (b) Description of any changes in the composition of the Board, including the names and terms of any incoming directors, the names of any outgoing directors, and whether any incoming directors are Public Directors as defined in the CIPF's By-law Number 1.
- (c) Any suggestions or comments that the CIPF has made to any Participating SROs regarding the Participating SROs' making new rules or amending existing rules, and the Participating SROs' response to those suggestions.
- (d) Description of any directions the CIPF has made to a Participating SRO to take certain actions in regard to Member Firms that are in financial difficulty pursuant to the Industry Agreement, details about the CIPF's direction and comment on whether the CIPF is satisfied with the Participating SRO's response.
- (e) Summary statistics pertaining to (i) the Fund, (ii) assessments and (iii) noted trends.
- (f) The adequacy of (i) the level of assets in the Fund, (ii) assessment amounts, and (iii) assessment methodology.
- (g) Member Firm insolvencies and any resulting Customer claims, detailing the circumstances of the insolvency and including a summary of the actions taken by the Member Firm, the Participating SRO and the CIPF.
- (h) Risk management issues, including how the CIPF evaluated risks, what risk management issues were identified and how the CIPF dealt with these issues.
- (i) The extent and results of any Member Firm reviews conducted pursuant to the Industry Agreement.
- (j) The CIPF's staff complement, by function, and details of any material changes or reductions in staffing, by function, during the previous 6 months.
- (k) Any intended material changes to arrangements with third party service providers relating to key services or systems.

The CIPF will file on an annual basis with the Commission a written report pertaining to the CIPF's operations promptly after the report is reviewed or approved by the Board, Board committees, or senior management, as the case may be, containing at a minimum the following information and documents:

- (a) The Board's annual review of the adequacy of (i) the level of assets in the Fund, (ii) assessment amounts, and (iii) assessment methodology.
- (b) The Board's assessment of the need for additional risk management tools.
- (c) The Board's assessment against the CIPF's strategic plan.
- (d) A certification by the CIPF's President, or other officer, that the CIPF is in compliance with the terms and conditions applicable to it in this Approval Order.

6 Financial Reporting

- (a) The CIPF will file with the Commission unaudited financial statements with notes within 60 days after the end of each financial semi-annual period.
- (b) The CIPF will file with the Commission audited annual financial statements accompanied by the report of an independent auditor within 90 days after the end of each fiscal year.

7 Other Reporting

- (a) The CIPF will provide the Commission on a timely basis with the following information and documents upon completion of review or approval by the Board, Board committees, or senior management, as the case may be:
 - (i) the financial budget for the current year, together with the underlying assumptions, that have been approved by the Board;
 - (ii) enterprise risk management reports, and any material changes to enterprise risk management methodology;
 - (iii) the CIPF's strategic plan; and
 - (iv) the CIPF's annual report.
- (b) The CIPF will provide the Commission with reasonable prior notice of any document that it intends to publish or issue to the public or to any class of

Member Firms which, in the opinion of the CIPF, could have a significant impact on the CIPF's ability to carry out the CIPF Mandate.